



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

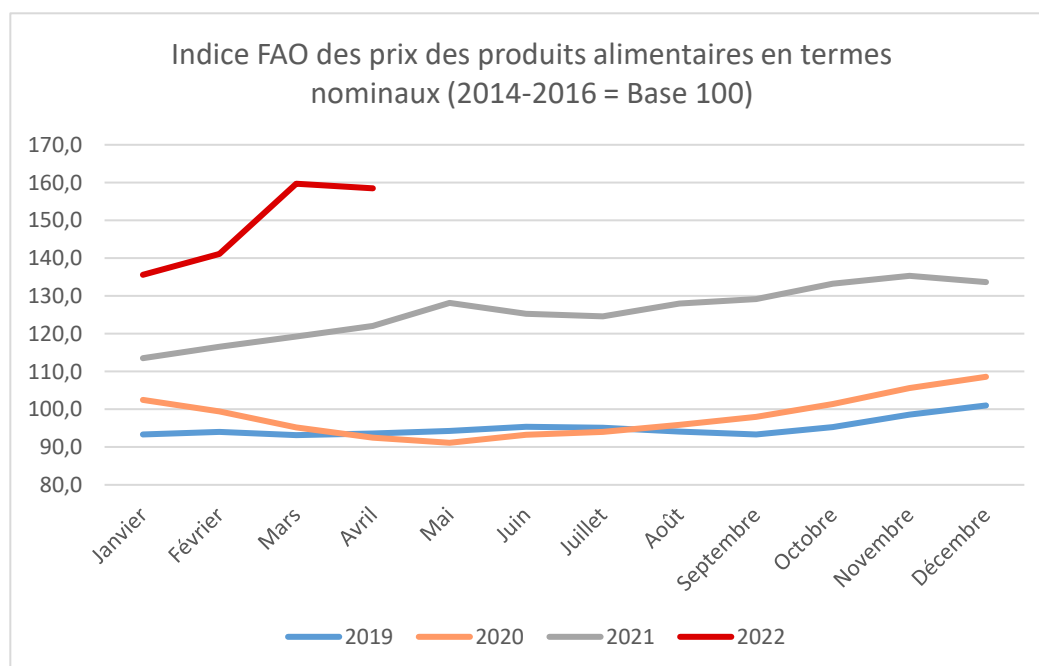
BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

12 Mai 2022

🍷 L'inflation des prix alimentaires pourrait frapper plus durement l'Afrique selon un rapport d'Oxford Economics

Dans un rapport publié mercredi, **Oxford Economics** alerte sur le fait que la hausse mondiale des prix alimentaires aura des conséquences plus importantes pour les pays d'Afrique que ceux des pays avancés en raison de la pondération plus élevée des denrées alimentaires dans les paniers de l'Indice des prix à la consommation (IPC). En effet, si les denrées alimentaires représentent généralement jusqu'à 15 % du panier de l'IPC des ménages dans les économies avancées, cette part dépasse souvent les 25 % pour les pays d'Afrique, et est même supérieure à 50 % pour des pays comme l'Éthiopie ou le Soudan. Les Seychelles font figure d'exception avec une part inférieure à 20 %. **En mars 2022, l'indice FAO des denrées alimentaires a augmenté de 13 % par rapport à février**, mois au cours duquel il avait déjà augmenté de 4 %. Le rapport évoque également les **tensions sociales que pourraient provoquer cette hausse des prix** si aucune subvention n'est mise en place pour aider les ménages, mais également la détérioration des finances publiques que pourrait entraîner l'instauration de ces mêmes subventions.



🍷 Le Canada octroie 56 MUSD pour la résilience face à la sécheresse

La Corne de l'Afrique connaît un stress hydrique important dû aux pluies insuffisantes qui touchent la région et qui placeraient, selon le Programme Alimentaire Mondial, près de **20 millions de personnes dans une situation de famine extrême**. **Le gouvernement canadien a ainsi octroyé une aide humanitaire via un don de 56 MUSD pour renforcer la résilience du Kenya, de la Somalie et de l'Éthiopie face à la sécheresse**. Un montant de 49 MUSD sera réparti entre les organismes des Nations Unies, des ONG et le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin de lutter contre la faim et la malnutrition, les 7 MUSD restants financeront la mise en place d'infrastructures d'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que des projets de lutte contre le changement climatique. L'importante sécheresse et ses conséquences sanitaires et sociales dans la région ont fait l'objet d'une mobilisation importante des bailleurs : **la Banque mondiale via l'Association internationale de développement (IDA) a par exemple alloué 150 MUSD de crédits en octobre 2021 pour soutenir des projets de résilience climatique dans les zones rurales au Kenya**; une somme renforcée par une subvention de 21 MUSD portée par le Danemark et la Suède à travers le Fonds fiduciaire multi-donneurs de l'Initiative de durabilité sociale pour tous. **L'ONU a également mobilisé près de 1,4 Md USD auprès des bailleurs internationaux en avril 2022**, dans l'objectif de prévenir les aléas climatiques en Afrique de l'Est.

🍷 L'Afrique lance une plateforme, l'African Trade Exchange (ATEX), pour faire face aux chocs de la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a provoqué des pénuries de blé, de maïs, de céréales ainsi que d'engrais dans plusieurs pays africains. Les importateurs nets de produits alimentaires ont été particulièrement touchés puisque plus de 80 % de leur blé et de leur maïs proviennent de Russie et d'Ukraine. Les prix des produits alimentaires et du pétrole ont fortement augmenté, le Kenya enregistrant un taux d'inflation de 6,5 % en avril 2022. **En s'appuyant sur le plan de production alimentaire d'urgence de 1,5 Md USD de la Banque Africaine de développement (BAD) qui vise à atténuer les effets de la guerre sur les prix alimentaires, AfreximBank a entrepris une collaboration avec le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la Commission économique de Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour lancer la plateforme ATEX (l'African Trade Exchange)**. Cette plateforme de commerce numérique assurera la chaîne d'approvisionnement des principaux produits et intrants agricoles importés par l'Ukraine et la Russie, directement auprès de producteurs africains. Les produits seront accessibles à des prix plus avantageux. ATEX facilitera l'accès aux petites et moyennes entreprises (PME) au marché africain, et permettra de renforcer le commerce intra-africain et la position commerciale africaine sur le marché mondial, aidant ainsi le continent à s'adapter aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cette application vise à atténuer la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire dues à l'augmentation des prix et à des environnements budgétaires déjà tendus. Tout comme les solutions développées pendant la pandémie, ATEX constitue une innovation africaine conçue pour faire face à une autre crise à laquelle le continent est confronté.

🌐 Burundi

Pas de brève cette semaine

🌐 Comores

Pas de brève cette semaine

🌐 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🌐 Érythrée

Publication du *World Economic Outlook* d'avril 2022 – perspectives économiques pour l'Érythrée

Selon les derniers chiffres du *World Economic Outlook* du FMI (avril 2022), le taux de croissance du PIB érythréen (+2,9% en 2021) devrait s'établir à 4,7% en 2022 avant de ralentir à 3,6% en 2023. Le taux d'inflation, qui était de 4,5% en 2021 en moyenne annuelle, reprendrait à 6,2% en 2022 puis 3,5% en 2023. Malgré la pandémie de COVID-19 et une invasion de criquets, la balance courante érythréenne serait excédentaire : 13,5% du PIB en 2021 et 2022 et s'infléchirait à 13,3% en 2023. La lenteur des réformes, les politiques imprévisibles, un environnement politique instable et un environnement des affaires peu attractif continuent de rendre les investisseurs étrangers méfiants vis-à-vis d'un pays encore très fermé où les infrastructures restent déficientes.

🌐 Éthiopie

Mise en place d'exonérations fiscales pour les assembleurs de machines agricoles

Alors que seuls les importateurs de machines agricoles étaient exonérés de la TVA depuis 2020, le ministère des Finances a étendu cette mesure aux assembleurs locaux en mai 2022. Cette mesure vise à accélérer la mécanisation agricole dans un pays où moins de 3% des terres sont labourées avec des tracteurs et 93% des 16 000 tracteurs disponibles seraient importés (principalement des *Massey Ferguson*, *Landini*, *Class*, *SAME*, *John Deere* et *Case*). En effet, le secteur agricole, qui représente 67% des emplois et 75% des exportations, demeure une agriculture de subsistance (18 millions de ménages ruraux qui exploitent 22,8 millions d'ha de terres). La taille moyenne des exploitations (0,84 Ha), les difficultés d'accès aux finances et aux devises constituent les principaux freins pour le développement de la mécanisation en Éthiopie.

Cessation des activités de MOHA – principal producteur de boissons gazeuses

Mohammed Hussein Al-Amoudi Soft Drink Industry (MOHA) a annoncé sa cessation de production de boissons gazeuses. Producteur local de *7 Up*, *Mirinda*, *Pepsi*, l'entreprise aurait tourné en sous-capacité en raison de la difficulté d'importation d'intrants. En effet, la pénurie de devises aurait entraîné des délais dans l'obtention de matières premières essentielles (verre, caisses, pièces détachées). Par ailleurs, 20 producteurs d'eau en bouteille ont aussi arrêté leur production pour les mêmes raisons. Détenu par le grand groupe éthiopien MIDROC, MOHA

représenterait 52 % du marché des boissons gazeuses dans le pays.

Kenya

Une fréquentation et des recettes en hausse pour les lignes ferroviaires

Selon le récent *Economic Survey 2022* publié par le Bureau des Statistiques du Kenya (KNBS), le nombre de passagers utilisant la ligne Madakara Express SGR pour relier Mombasa à Nairobi, inaugurée en 2017, a plus que doublé entre 2020 et 2021, en passant d'environ 800 000 passagers à 1 993 000, un net rebond après une année 2020 marquée par des restrictions de déplacements liées au Covid. Les recettes liées au trafic des passagers de la ligne de chemin de fer, développée dans le cadre de Vision 2030, a atteint les 2,2 Mds KES en 2021 contre 896 MKES en 2020. De la même façon, les revenus engendrés par le transport de marchandises ont augmenté de 24 %, passant de 10,5 Mds KES à 13 Mds entre 2020 et 2021. Quant au réseau du *Meter Gauge Railway* (MGR), les recettes du service voyageurs sont passées de 83 M à 234 MKES en un an. Malgré une baisse du volume de fret transporté (de 654 000 tonnes en 2020 à 644 000 tonnes en 2021) due à une baisse des volumes d'importations d'acier, les revenus provenant du fret ont également légèrement augmenté, de 4 MKES atteignant 1,1 Md KES de recettes en 2021 grâce aux transports de marchandises à plus haute valeur ajoutée. Selon KNBS, ces nettes augmentations sont dues à : i) l'allègement des mesures liées au Covid ; ii) l'introduction de trains supplémentaires sur la ligne Nairobi-Mombasa ; iii) au développement de services de train de banlieue de Nairobi (*Nairobi Commuter Rail*) ; et iv) la réintroduction de la ligne MGR reliant Nairobi à Kisumu.

Plus de 50 Mds KES de marchandises exemptées de droits de douane exportées vers les Etats-Unis dans le cadre de l'AGOA

D'après les données de l'Institut national des statistiques du Kenya (KNBS) publiées dans son *Economic Survey 2022*, les exportations de marchandises exemptées de droits de douanes (principalement des produits textiles) dans le cadre de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) ont atteint 50,7 Mds KES en 2021 (436,7 MUSD), soit une hausse de près de 20 % par rapport à 2020. L'AGOA est une loi adoptée en 2000 qui permet à environ 40 pays d'Afrique d'exporter près de 1800 produits sans frais de douane, en plus des 5 000 produits qui bénéficient des mêmes exemptions dans le cadre du Programme du système de préférences généralisées (SGP). L'initiative, qui devait prendre fin en 2015 après une échéance initiale fixée à septembre 2012, a été prolongée jusqu'en 2025. Les investissements en capital ont quant à eux augmenté de 20,7 % entre 2020 et 2021, passant de 19,1 à 23,1 Mds KES (199,0 MUSD), tandis que le nombre d'emplois directs dans le secteur du textile a augmenté de 10,5 % pour atteindre 50 359.

Kenya Power dépense 141 MKES en frais juridiques pour la renégociation des contrats d'achat d'électricité

Le distributeur d'électricité *Kenya Power* paiera 141 MKES de frais juridiques (1,2 MEUR) suite à la renégociation des accords d'achats d'électricité (*power purchase agreements* – PPAs) signés entre *Kenya Power* et des producteurs d'électricité indépendants (*independent power producer* – IPPs). Une task force présidentielle pour la revue de ces PPAs avait été mise en place en mars 2021, afin de permettre une réduction du coût de l'électricité pour les consommateurs. Les IPPs se sont opposés à l'idée de réduire les prix de l'électricité qu'ils vendent à *Kenya Power*, ouvrant la voie à une bataille juridique et générant des frais juridiques importants pour le distributeur. Les délais de négociation, qui se sont avérés plus longs que prévus, entravés, selon certains IPPs, par la complexité des contrats et certaines lenteurs administratives au Ministère de l'Énergie, ont également contribué à augmenter ces frais juridiques.

Le Kenya espère toujours lever 1 Md USD sous la forme d'Eurobond d'ici juin

Le secrétaire du Trésor Ukur Yatani a de nouveau exprimé son intention de lever 1 Md USD sous la forme d'Eurobond avant la fin du mois de juin malgré les inquiétudes exprimées par son ministère quant à la hausse des taux d'intérêts qui pourraient rendre les emprunts trop coûteux. L'objectif de cette nouvelle émission est de financer le déficit de l'année fiscale en cours (déficit budgétaire prévu à -8,1%). Cette émission s'inscrirait dans un contexte mondial de hausse des taux, en particulier ceux des économies émergentes et en développement, faisant suite au resserrement des conditions financières mondiales. Le taux sur les marchés de l'Eurobond 10Y kényan arrivant à échéance en 2024 est passé de 7,09 % mi-février à 9,15 % le 5 mai. Selon *Renaissance Capital* pour l'Afrique, le financement intérieur, les prêts bancaires ou les prêts concessionnels des organismes multilatéraux pourraient être des sources alternatives de financement du budget. Cependant, avec 2 Mds USD d'Eurobond arrivant à échéance en juin 2024, le pays aura également besoin de financements extérieurs selon Moody's, qui note la dette extérieure du Kenya B2 (-).

Madagascar

Le projet Ambatovy réalise pour la première fois un résultat positif, de 138 MEUR

Dans son rapport annuel 2021 publié le 10 mai, le groupe japonais *Sumitomo Corporation*, principal actionnaire du projet minier d'Ambatovy – exploitant le nickel et le cobalt – a réalisé pour la première fois un résultat positif en 2021, à hauteur de 138 MEUR. Le projet, qui a redémarré en mars 2021, a fait face à des pertes évaluées à 875 MEUR en 2020 en raison de la suspension de ses activités dans le contexte de la

crise sanitaire. *Sumitomo* prévoit également un résultat positif de 28 MEUR en 2022 en raison d'une hausse prévue des cours du nickel et du niveau de la production.

Maurice

Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,1 % suite à la revue de l'article IV pour Maurice

Dans le cadre de la revue de l'article IV, le FMI a constaté le 9 mai que l'économie mauricienne se redressait progressivement, notamment le secteur touristique qui retrouverait 60 % son niveau pré-Covid. La croissance du PIB en 2022 devrait atteindre 6,1 % en 2022, après une reprise de 4,0 % l'année précédente. En raison de la hausse des cours des matières premières et des hydrocarbures, l'inflation est révisée à la hausse à 8,4 % en 2022 contre 6,6 % initialement prévus. Le FMI recommande notamment la consolidation budgétaire afin d'assurer la soutenabilité de la dette publique, un renforcement de la compétitivité et une diversification de l'économie.

Ouganda

Le Gouvernement encourage la production d'huile de palme dans tout le pays

Dans le but de devenir autosuffisant, le gouvernement vise à étendre les plantations de palmiers à huile dans tout le pays afin de limiter sa dépendance aux importations d'huile de cuisson. Après la période des 10 ans de mise en œuvre du projet, le pays devrait économiser 200 MUSD d'importations. Le gouvernement a sélectionné des régions comme Masaka, Mayuge, Kalungu, Kyotera, Mukono, Bugiri, Namayingo et

Sango Bay pour la culture massive de cette plante. La mise en place de ces grandes plantations devrait coûter 210 MUSD. Selon le *National Oil Palm Project* (NOPP), le gouvernement, par le biais du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche (MAAIF), a engagé 11,2 MUSD. De son côté, le Fonds international de développement agricole a fourni 70 MUSD sous forme de prêt et a également accordé une subvention de 1,2 MUSD.

L'Ouganda perd son avantage agricole au profit de ses voisins

Selon le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), l'Ouganda est en train de perdre son avantage en matière de productivité agricole par rapport aux pays voisins, faute d'un développement suffisant du secteur. Selon le FENU, alors qu'avant les années 2000, l'Ouganda était en tête de tous les États membres d'Afrique de l'Est en termes de productivité agricole, depuis, le Rwanda et le Kenya l'ont dépassé. La productivité du secteur des services a doublé alors que celle du secteur manufacturier continue de fluctuer. Dans le cadre du deuxième plan de développement national, le gouvernement avait cherché à réaliser une augmentation annuelle de 2,2 % de la productivité agricole et de la productivité du travail de 40 %. Cependant, ces objectifs n'ont pas été atteints, entravant la lutte contre le chômage dans un pays où 600 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Selon le FENU, il est nécessaire d'élaborer des politiques ciblées, de partager les connaissances, de développer les compétences et de financer l'amélioration de la productivité agricole.

Les banques cotées en bourse conservent des milliards de shillings de dividendes

Suite à une directive de la Banque centrale d'Ouganda demandant aux institutions financières de continuer à conserver les

paiements discrétionnaires, les dividendes et les primes, les banques cotées en bourse ont été dans l'obligation de retenir des milliards de shillings sur la période se terminant en décembre 2021. C'est la deuxième année consécutive que ces banques ne versent pas de dividendes et de paiements discrétionnaires. La Banque centrale avait ordonné le 24 mars 2020 de suspendre ces paiements en raison de la nécessité de constituer des réserves de liquidités suffisantes contre les chocs liés à la Covid-19, entraînant une situation économique instable.

Rwanda

Un partenariat avec Singapour pour la gestion durable de l'eau

Un nouvel accord vient d'être signé entre la société publique de l'eau et de l'assainissement (WASAC) et l'agence nationale de l'eau de Singapour, la *Public Utilities Boards* (PUB). Ce partenariat vise à améliorer la résilience des populations face au changement climatique en trouvant des solutions alternatives au traitement des eaux usées. Cet accord permettra au Rwanda de s'inspirer de l'expérience de la PUB, réputée pour ses innovations en matière de gestion et d'approvisionnement en eau. Le Rwanda a pour objectif l'accès universel à l'eau potable dès 2024 mais fait face actuellement à des pertes d'eau dues à des fuites du réseau. Dans le cadre de ce partenariat, les experts rwandais auront l'occasion de: i) visiter les installations d'approvisionnement en eau de Singapour; ii) examiner leur mode de fonctionnement et leur technique de maintenance des infrastructures; et: iii) assister à des programmes de formation à l'Académie de l'eau de Singapour, institut d'apprentissage axé sur la pratique de la gestion des eaux urbaines.

🍷 Seychelles

La croissance du PIB atteindra 7,0 % en 2022 selon le FMI

Une délégation du FMI s'est rendue aux Seychelles dans le cadre de la deuxième revue du Mécanisme Élargi de Crédit d'un montant total d'environ 95 MEUR. Elle conclut le 9 mai que la reprise a été relativement précoce avec une croissance de 8 % en 2021, tirée par le redémarrage du secteur touristique. La croissance du PIB devrait atteindre 7,0 % en 2022. Le FMI révisé à la hausse le niveau d'inflation à 5,7 % fin 2022 (contre 3,9 % annoncé en janvier 2022) en raison de la flambée des cours mondiaux des céréales et des hydrocarbures. La mission affirme qu'à plus long-terme, les défis des Seychelles porteront sur le développement de l'économie bleue, la digitalisation de l'économie et la diversification de la structure productive.

🍷 Somalie

Un système de dessalement à énergie solaire fournit de l'eau aux habitants de Caynabo

Grâce au financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'installation d'un système de dessalement des eaux souterraines par énergie solaire a été achevée à Caynabo, au Somaliland. Ce système, réalisé par l'entreprise *Aptech Africa* (basée à Kampala en Ouganda) en collaboration avec la société italienne *Genius Watter*, permettra de filtrer 45 m³/s grâce à un système d'osmose inverse. Le pompage et le dessalement de l'eau seront alimentés par un système solaire photovoltaïque de 41 kWc. Cette technologie permettra d'alimenter les 7000 habitants de la

commune de la région du Sool ainsi que les 3000 habitants des communes environnantes, qui peinent à s'approvisionner en eau. Confrontée à une longue sécheresse, le manque d'eau dans la région fait elle, qu'une partie de la population souffre de maladies (calculs rénaux, ...) et de déshydratation sévère, selon le coordinateur du projet du ministère de l'Eau du Somaliland. Le dessalement de l'eau souterraine pour l'approvisionnement en eau des populations est en passe de devenir une solution durable pour le pays, au vu du projet initié dès 2020 dans la localité d'Oog, qui a bénéficié d'un système de dessalement à énergie solaire installée par la start-up allemande *Boreal Light*.

🍷 Soudan

Médiation internationale entre les forces politiques soudanaises

Lors d'un appel téléphonique avec le président du Conseil de la Souveraineté, le 8 mai, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires africaines, Mme Molly Phee, a évoqué la possibilité de la reprise de l'aide américaine au Soudan en cas de la reprise du processus de transition démocratique. Dans le même temps, des pourparlers indirects entre les différentes forces politiques devraient commencer cette semaine dans le cadre d'un mécanisme tripartite (ONU-UA-IGAD) visant à atteindre un consensus national. La réalisation d'un tel consensus et la nomination d'un gouvernement civil représentatif des différentes forces démocratiques sont les préconditions visant à une normalisation des relations du Soudan avec la communauté internationale, notamment avec les différentes institutions financières internationales.

🌐 Soudan du Sud

Le ministre de l'Enseignement supérieur souhaite qu'une partie de l'argent du pétrole soit allouée à l'enseignement supérieur

Le ministre de l'Enseignement supérieur, des sciences et de la stratégie technologique, Gabriel Changson Chang, a demandé à son gouvernement d'allouer une partie des revenus pétroliers à l'amélioration des normes des établissements d'enseignement supérieur du pays. Il affirme que cela permettra de créer un environnement propice à l'apprentissage pour les étudiants et le personnel. Le montant annuel moyen des revenus pétroliers n'est cependant pas connu, ainsi que le montant dédié aux projets sus-cités.

🌐 Journée de l'Europe : Investir maintenant pour la jeunesse

Afin d'éviter des maux sociétaux potentiels tels que la criminalité et la toxicomanie, l'Union Européenne (UE) a mis le gouvernement au défi d'investir dans la jeune génération. Lors de la journée de l'Europe, l'Ambassadeur de l'UE au Soudan du Sud, Christian Bader, a déclaré que des mesures devaient être prises le plus tôt possible « si nous voulons avoir de l'espoir, des citoyens moraux et respectueux de la loi ». Il a déclaré qu'un investissement massif était nécessaire pour former les futures jeunes générations. Pour rappel, l'UE est l'un des principaux partenaires du Sud-Soudan en matière de développement, d'aide humanitaire et de paix.

🌐 Tanzanie

Les coûts d'importations de pétrole ont presque doublé en mars en glissement annuel

D'après la Banque centrale tanzanienne, les coûts d'importations des biens et services ont augmenté de 43,2 % en glissement annuel (g.a) en mars 2022 pour atteindre 12,9 Mds USD, une hausse principalement portée par la hausse des coûts d'importations de pétrole qui ont quasiment doublé pour atteindre 2,2 Mds USD en g.a en raison d'une augmentation des volumes et des prix. Les importations de pétrole ont ainsi représenté 20 % de la facture totale des importations du pays entre mars 2021 et mars 2022. La Banque centrale rappelle que le prix moyen du pétrole brut sur le marché mondial a augmenté de 79 % en mars 2022 en g.a pour atteindre 80,04 dollars le baril contre 44,81 dollars le baril en mars 2021, en raison de la reprise de la demande après la réouverture des économies suite à la crise du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. La hausse des prix au niveau mondial s'est répercutée sur les prix annuels à la pompe de l'essence, du diesel et du kérosène en Tanzanie, qui ont respectivement augmenté de 37,3 %, 27,2 % et 27,2 % en glissement annuel en mars 2022.

Le ministre de l'Énergie, January Makamba, a par conséquent annoncé la mise en place, à partir de juin, d'une subvention de 100 MdTZS (43 MUSD) visant à faire baisser les prix des carburants. Cette subvention devrait être financée sur le budget de l'année fiscale en cours se terminant en juin 2022.

D'après le ministre, d'autres mesures sont en préparation pour l'année fiscale 2022/2023, notamment l'établissement d'un fonds de stabilisation des prix du carburant, la création d'une réserve stratégique nationale de pétrole et la mise en place d'un grand dépôt de carburant (*PetroleumHub*).

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international